



Le ministère de l'Intérieur en feu après les bombardements de l'Otan sur Belgrade. Y. Kontos/Sygma/Getty Images

Après la guerre froide....

1999, l'Otan bombarde la Yougoslavie

Publié dans L'Humanité du Vendredi, 22 Mars, 2019

Il y a vingt ans, l'Otan lançait contre la Yougoslavie la plus grande opération militaire de son histoire. Intervention justifiée par des motifs « humanitaires », ce conflit n'a réglé aucun des problèmes de cette région d'Europe.

Le 24 mars 1999, à 20 heures, les avions de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan) lançaient une campagne de bombardements aériens contre la République fédérale de Yougoslavie (RFY), la « Yougoslavie-croupion » de Slobodan Milošević qui ne regroupait plus que la Serbie, le Monténégro et la « Province autonome du Kosovo », et où des combats opposaient depuis un an la guérilla albanaise de l'Armée de libération du Kosovo (UÇK) aux forces du régime.

Les bombardements furent présentés comme la conséquence de l'échec des conférences de paix de Rambouillet et de Paris. La Yougoslavie s'opposait notamment à l'annexe B du plan présenté

par le « Groupe de contact », qui prévoyait le déploiement de troupes de l'Otan sur son territoire. Les négociations furent rompues le 19 mars, et l'Alliance atlantique décida d'intervenir sans l'aval du Conseil de sécurité des Nations unies.

La guerre fut menée au nom d'impératifs « humanitaires » : il s'agissait de faire cesser les exactions menées par les forces serbes contre la population civile anti-albanaise au nom de la lutte contre la guérilla, voire de prévenir des crimes plus massifs.

Le souvenir de la guerre de Bosnie-Herzégovine était encore frais, et l'idée de ne pas laisser commettre « un nouveau Srebrenica » faisait largement consensus. Ce sont d'ailleurs des gouvernements de centre gauche qui soutinrent l'opération militaire : Tony Blair était au pouvoir en Grande-Bretagne, les sociaux-démocrates de Gerhard Schröder en Allemagne, Lionel Jospin en France, les Démocrates de

gauche en Italie... Ni les Verts allemands, ni leurs homologues français ou le PCF, membres des coalitions gouvernementales et traditionnellement réservés à l'égard de l'Alliance atlantique, ne s'opposèrent aux frappes.

Quatre ans plus tôt, lors de la signature des accords de paix de Dayton-Paris (décembre 1995), Slobodan Milošević avait réussi à s'imposer comme un partenaire indispensable des Occidentaux, le seul à même de forcer les nationalistes serbes de Bosnie-Herzégovine à accepter la paix. Le vent avait tourné, et la secrétaire d'État américaine Madeleine Albright lançait, dès le mois de décembre 1998 : « Milošević n'est pas seulement un élément du problème, il est le problème. »

Beaucoup d'hypothèses ont été avancées sur les motivations américaines, depuis le besoin de justifier l'existence de l'Otan jusqu'à la volonté de marginaliser une Union européenne en train d'affirmer son existence politique, en passant par le désir de disposer d'une implantation militaire dans les Balkans.

Les États-Unis étaient décidés à passer outre les cadres multilatéraux, les Nations unies comme la Russie étant mis devant le fait accompli. Vladimir Poutine, qui arriva au pouvoir un an plus tard, en 2000, considéra d'ailleurs comme une « humiliation » cette mise à l'écart de la Russie, et la référence à la guerre « illégale » du Kosovo est omniprésente dans le discours russe, du conflit de Géorgie (2008) jusqu'à l'annexion de la Crimée (2014). Le Kosovo constitue donc bien un point de bascule majeur des équilibres géopolitiques du monde d'après la guerre froide.

La démonstration de force fut conçue comme une opération de courte durée devant rapidement faire plier Belgrade. En réalité, la guerre dura 78 jours, la Serbie opposant une résistance que l'Alliance atlantique avait sous-estimée. Les frappes aériennes amplifièrent l'exode des Albanais du Kosovo, contraints de fuir leur foyer à cause des combats, chassés des villes par les forces serbes, ou préférant d'eux-mêmes trouver refuge à l'étranger. Au bout de quelques semaines, ils étaient près d'un million à survivre dans des camps établis en Albanie, au Monténégro et en Macédoine.

Les images de cette tragédie, relayées par toutes les télévisions du monde, contribuèrent à justifier la guerre auprès de l'opinion publique, même si l'enlèvement du conflit plaça l'Otan devant de cornéliens dilemmes. L'Alliance atlantique excluait toute intervention terrestre, dont le prix humain aurait pu être catastrophique pour ses propres troupes, et finit par conclure un compromis avec Belgrade, les « accords techniques » de Kumanovo, le 9 juin 1999.

Ces accords, puis la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies, adoptée le lendemain, prévoyait le déploiement des troupes de l'Otan et la mise en place d'une administration provisoire des Nations unies sur le Kosovo, mais dans le respect théorique de la souveraineté de la Yougoslavie – transférée en 2006 à la Serbie, après l'éclatement du dernier avatar de la fédération. Vingt ans plus tard, on n'est toujours pas sorti de ce compromis boiteux.

Jean-Arnault Dérens Rédacteur en chef du Courrier des Balkans